

Groupe FAO sur les agrumes

Risque de surproduction

Une nouvelle fois les conclusions de la douzième session du groupe intergouvernemental sur les agrumes invitent les Etats et les opérateurs à développer des actions de promotion fortes afin d'augmenter la consommation. Il est vrai que la surproduction menace.

La douzième session du groupe intergouvernemental sur les agrumes s'est déroulée dans une ambiance morose. Les pays producteurs et exportateurs n'ont pu que constater la lente dégradation de leur position sur le marché international, l'offre devant augmenter plus vite que la demande. Dans ce schéma de surproduction et, donc, de concurrence acharnée, l'appartenance d'un pays producteur-exportateur d'agrumes à telle ou telle zone économique (Union européenne, NAFTA, etc.) prend tout son sens. Dans ce type de discussion le marché de l'Union européenne, solvable, fort consommateur et en croissance, devient un enjeu immense.

Les Etats se positionnent d'ailleurs en fonction de leur appartenance à ce marché, de leur degré d'association ou de traitement préférentiel. L'Espagne a, sur ce point, une attitude très agressive. Membre à part entière de l'UE et principale source d'approvisionnement pour les agrumes frais, elle revendique le droit à protéger son secteur de la concurrence internationale. L'intervention longue et provocante d'un représentant d'un des syndicats espagnols de producteurs d'agrumes et membre officiel de la délégation espagnole, en dit long sur le conflit qui oppose les principaux fournisseurs du marché européen aux producteurs communautaires. On retiendra aussi que cette intervention était totalement illicite du fait d'une règle donnant au seul représentant de la Commission européenne le droit de prendre la parole au nom de tous les Etats membres de l'UE sur les questions de politique commerciale. En marge de la réunion, de nombreuses délégations ont d'ailleurs regretté que le représentant de la Commission et le président du groupe, les Espagnols Gerardo Garcia et Manuel Gonzalo, n'aient pas jugé nécessaire d'interrompre leur compatriote. Face à cette hostilité espagnole, on a pu voir se dessiner deux attitudes : une critique mesurée du comportement de l'UE de la part, notamment, du Maroc et une animosité à peine dissimulée sous le langage diplomatique de l'Uruguay, de l'Argentine ou encore de Cuba. Sont visés principalement dans le système d'approvisionnement du marché européen les mesures tarifaires (droits d'entrée, quotas, clauses de sauvegarde, etc.) et les aides aux organisations de producteurs (suite à la réforme de l'OCM fruits et légumes). D'autres accusations sont portées à l'encontre de l'UE par certains pays tiers. Ils remettent en cause le bien fondé des mesures sanitaires et phytosanitaires mises en place par

l'Union parce qu'établies sans base scientifique solide et sans tenir compte d'un niveau raisonnable de risque.

UE, l'unique objet du ressentiment mondial

Il est frappant de voir l'Union européenne prise pour cible à chaque réunion internationale. Diverses hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cet « intérêt » renouvelé. L'UE est une zone de grande

Prospective agrumes 1995 - 2005

Les travaux de la FAO sur la prospective agrumes montrent l'existence d'un risque de surproduction à long terme (voir tableaux pages suivantes). Cette crise pourrait être évitée si les augmentations de consommation d'agrumes frais et transformés dans les pays en développement se confirmaient. Cependant de très importants investissements sont à réaliser afin d'améliorer, d'une part, la distribution des fruits frais et, d'autre part, leur transformation éventuelle. Une meilleure adaptation des produits au marché et un recours plus systématique aux campagnes de promotion doivent permettre d'augmenter la demande. L'enjeu est de taille : rien qu'à l'exportation les recettes sont estimées à plus de 8 milliards de \$US !

Orange La production mondiale devrait dépasser les 62 millions de tonnes avec un rythme de croissance légèrement plus lent que les décennies précédentes. La consommation mondiale sera tirée par la demande des pays en développement (Chine, Mexique, Argentine et Brésil) à la fois pour les produits frais et transformés. Les exportations nettes augmenteraient de 1 % par an d'ici à 2005 à comparer avec les 1,8 % sur la décennie précédente. En 2005, le secteur de l'exportation ne représenterait plus que 29 % de la production mondiale contre 34 % au début des années 90. Sur les marchés internationaux, les perspectives ne sont pas bonnes. La diminution des besoins d'importation, notamment en jus, une trop lente augmentation de la demande pour les oranges fraîches sur les marchés traditionnels et une concurrence toujours plus forte d'autres fruits provoqueraient une tension sur les prix.

Petits agrumes

La production mondiale devrait atteindre 17,4 millions de tonnes en 2005. Le taux de croissance annuelle de la production serait plus faible que sur la décennie 1985-1995 : + 2,8 % contre + 4,2 %. Des taux de croissance élevés sont prévus en Espagne, en Chine, au Mexique, en Egypte et au Maroc. La Chine produirait, pour sa demande intérieure, 7,8 millions de tonnes de petits agrumes ! La consommation mondiale devrait, quant à elle, augmenter de 3,3 % par an, en net recul sur la décennie précédente. La demande continuerait de progresser en Chine, en Amérique du Nord, dans l'Union européenne et dans les économies en transition d'Europe de l'Est. A l'inverse, la consommation au Japon poursuivrait sa baisse. Les exportations croîtraient au rythme de 3 % par an jusqu'en 2005. Cette augmentation sera pour une grande part le fait de l'Espagne. Les produits transformés, essentiellement segments en conserves, ne représenteraient que 7 % du total des petits agrumes échangés. Grâce à une bonne dynamique de la demande mondiale (marché intérieur chinois et augmentation des importations), l'augmentation des disponibilités mondiales ne devrait pas entraîner de chutes de prix.

Citron

La production mondiale devrait atteindre 9,4 millions de tonnes en 2005, grâce à un rythme de croissance annuel de 1,5 % contre 3,5 % sur la décennie précédente (1985-1995). La consommation mondiale augmenterait de 2,2 % par an jusqu'en 2005. Les pays en développement absorberaient 61 % des disponibilités mondiales. La demande sur les marchés internationaux (citrons frais et transformés) augmenterait de manière soutenue : + 3,3 % par an d'ici à 2005, soit trois fois plus que sur les deux décennies précédentes. Les pays en développement étendraient fortement leurs importations pour atteindre 13 % du total des volumes échangés sur le marché international. La demande de lime serait en forte progression. Les risques de baisse de prix sont faibles, du fait de l'augmentation des importations en Europe (UE et économies en transition).

Pomelo

A l'horizon 2005, la production mondiale devrait dépasser 6,4 millions de tonnes. Le taux de croissance annuelle à venir serait de + 2,4 % par an en très nette augmentation par rapport à la décennie 1985-1995. Les disponibilités de l'Argentine, du Mexique et de la Thaïlande s'élargiraient fortement. L'augmentation de la consommation sera surtout le fait des pays en développement, notamment ceux d'Asie. Après deux décennies de très forte croissance, la consommation dans l'UE et au Japon devrait connaître de plus faibles hausses. Les disponibilités exportables seraient en fort accroissement (+ 4,2 % par an) jusqu'en 2005 pour atteindre 32 % des disponibilités mondiales (26 % au début des années 90). L'UE resterait le marché le plus important pour le pomelo transformé. La rapide augmentation de l'offre mondiale pourrait venir peser sur les cours alors même que des incertitudes planent sur l'augmentation de la demande en Europe de l'Est.

D'après FAO, Valence (Espagne) 1998

stabilité. La demande est à la fois élevée et solvable. Les crises russes et asiatiques renforcent cette idée d'un « havre de paix européen » où chaque part de marché est une bénédiction. Le discours de l'UE peut être brouillé, du fait de la nature même de l'Union (communauté de 15 Etats indépendants aux intérêts parfois divergents). En outre, la notion même d'Union européenne dérange certains partenaires qui voient d'un mauvais oeil se constituer un pôle commercial fort. Il est instructif de constater la différence de traitement entre les grands marchés d'importation. Les procès d'intention sont toujours dirigés vers l'UE, jamais vers les Etats-Unis ou d'autres grandes zones d'importation. Ce qui est considéré comme de simples mesures phytosanitaires pour les uns, se transforme en barrières non tarifaires pour les autres.

Heureusement d'autres sujets ont rapidement pris le pas sur ces discussions souvent stériles. Quatre grands thèmes ont retenu l'attention : ① production, demande et commerce des agrumes à l'horizon 2005 (Voir encadré et pages suivantes), ② demandes de financement des projets de recherche développement, ③ diverses études sur le marché des agrumes en Russie, en Europe de l'Est et aux Etats-Unis (petits agrumes uniquement dans ce dernier cas), et ④ utilisation du caractère bénéfique des agrumes pour la santé dans une vaste campagne de promotion. Le thème des aliments bénéfiques pour la santé ou alicaments est récurrent dans le secteur alimentaire. Les agrumes se prêtent parfaitement à cette nouvelle mode. Les producteurs d'agrumes de Floride ont poussé très loin le concept. Trois célèbres organisations médicales (American Cancer Society, American Heart Association et The March of Dimes) cautionnent une campagne de promotion sur le thème : consommer du jus d'orange ou de pomelo est bénéfique pour la santé. Parallèlement, le Centre de Commerce International de Genève a présenté une intéressante étude sur le marché international des produits biologiques qui pourrait atteindre entre 5 et 10 % des ventes des produits alimentaires d'ici à la fin du siècle.

En amont de ces questions commerciales, toutes les délégations ont montré une inquiétude forte à propos de l'augmentation de la pression et du risque parasitaire sur les vergers d'agrumes. L'examen des projets de recherche-développement en cours de réalisation ou proposés pour un financement au fonds commun pour les produits de base, a été révélateur de ce climat. Même si, sur d'autres sujets, les intérêts sont parfois divergents, tous les Etats montrent sur les questions techniques une volonté très forte de coopération. Le développement des échanges mondiaux, et, par là même, des parasites, impose de mettre en commun l'expertise technique. Voilà au moins un des bienfaits de la mondialisation ●

Denis Loeillet, Cirad-flhor